

J. A. Braveboy-Wagner) et le Sénégal (Amegan Delidji dans J. A. Braveboy-Wagner) qui, en temps de ralentissement économique, réduisent leur activisme régional diplomatique au profit des priorités nationales.

Malgré la remise en question de l'émergence internationale analysée par R. Kiely de manière quasi exclusive à travers un prisme sino-américain, ce qui constitue une limite de son analyse, l'apport de cet ouvrage réside également dans la part accordée par l'auteur à l'analyse des inégalités au sein de ces pays. Il mobilise de manière comparative des indicateurs globaux, tels que l'indicateur de développement humain et la croissance en termes de parité de pouvoir d'achat, pour démontrer des écarts de richesse qui prévalent dans certaines de ces économies, notamment le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. À travers cette mise en perspective, R. Kiely démontre, tout comme J. A. Braveboy-Wagner, l'importance de l'analyse des facteurs intérieurs pour l'étude de l'émergence dans le système international. Il démontre ainsi que l'émergence économique ne reflète pas systématiquement une émergence sociale, ni la disparition complète d'une distinction entre un centre et une périphérie au sein de ces économies et du système économique international, bien qu'elle tende à se réduire.

Les trois ouvrages croisés permettent de mettre en lumière un large éventail d'outils et de pratiques diplomatiques employés par les émergents dans le système international, qui varient entre la mobilisation du *soft power* et celle du « *soft-balancing* »¹ pour désigner un équilibre délicat opéré par les émergents face à la puissance militaire des grandes puissances, notamment les États-Unis. D'autres pratiques se traduisent par la quête d'un leadership sous forme de renforcement des liens Sud-Sud (J. A. Braveboy-Wagner) ou encore d'un entreprenariat normatif afin de changer les pratiques des institutions, notamment onusiennes, dans des secteurs comme la coopération pour le développement (dans T. G. Weiss et A. Erthal Abdenur). D'autres facteurs, comme l'investissement variable dans les ressources humaines diplomatiques (accroissement des effectifs,

formation), permettent également de distinguer certaines puissances du Sud et notamment les puissances émergentes (Chine, Brésil, Inde, Afrique du Sud), d'autres puissances dont l'action est davantage régionale (Nigeria, Sénégal) malgré des ambitions plus globales. Pourtant l'assise régionale ne constitue pas nécessairement un préalable à une diplomatie d'affirmation au niveau global : l'activisme international de Cuba, malgré des conditions économiques contraignantes, reflète cette possibilité (Elsada Diana Cassels dans J. A. Braveboy-Wagner). Enfin, ces trois ouvrages, à travers leurs perspectives théoriques différentes mais complémentaires, soulignent la nécessité de distinguer le type d'émergence analysé dans les RI ; la catégorisation de « marché » émergent étant différente de celle d'« économie » émergente ou encore de celle de « puissance » émergente (pourtant mobilisée dans l'ouvrage de R. Kiely). Cette dernière nécessite avant tout une analyse de RI ne pouvant être strictement limitée à une description économique.

Folashadé Soulé-Kohndou -
Université d'Oxford

— *National Identities and International Relations*, de Richard N. Lebow²

Pourquoi les États se font-ils la guerre et pourquoi nouent-ils, parfois, des relations pacifiques ? Cette double question intéresse les théoriciens des relations internationales (RI) depuis l'émergence de cette (sous-)discipline au lendemain de la seconde guerre mondiale. Elle traverse, aussi, la réflexion de Richard Ned Lebow³. Depuis une dizaine d'années, R. N. Lebow formule et affine une théorie constructiviste de la sécurité. *National Identities and International Relations* est, à ce jour, la dernière pièce de cette entreprise intellectuelle.

Il importe de dire un mot de la place de ce livre dans l'œuvre de R. N. Lebow. *National Identities and International Relations* s'inscrit, tout d'abord, dans la continuité des réflexions que l'auteur a initiées dans *A Cultural Theory of*

1. Robert A. Pape, « Soft-Balancing Against the United States », *International Security*, 30 (1), 2005, p. 7-45.

2. À propos de Richard Ned Lebow, *National Identities and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, 270 p., bibliogr., index.

3. Né en 1942, R. N. Lebow est professeur de RI au département de « *war studies* » du Kings College de Londres.

*International Relations*¹ et *Why Nations Fight*². Dans ces deux ouvrages, R. N. Lebow présentait ce qui a pu apparaître comme une théorie « psychologique » des RI qui faisait écho à celle du réalisme classique³. Les réalistes classiques expliquaient la quête de puissance des États en convoquant des sentiments humains : la peur de l'autre et l'appétit de puissance⁴. R. N. Lebow complexifiait ce schéma en expliquant que la politique étrangère ne prend pas seulement racine dans ces deux sentiments mais, aussi, dans ce qu'il appelait, après Platon et Aristote, le *thumos*, à savoir une quête de prestige, d'estime de soi et de reconnaissance. Dans *Why Nations Fight*, R. N. Lebow passait en revue les 94 principales guerres inter-étatiques conduites depuis les traités de Westphalie de 1648 et avançait la thèse que seules 19 avaient eu pour mobile principal la sécurité et 8 les intérêts matériels (la puissance en somme) alors que la quête de « *standing* » – un élément central du *thumos* – avait poussé 62 États à partir en guerre.

Dès les premières pages de *National Identities and International Relations*, R. N. Lebow met cependant sur la voie d'une autre filiation théorique en expliquant que ce livre poursuit, plus directement, une réflexion esquissée dans un ouvrage qui a moins attiré l'attention des chercheurs en RI : *The Politics and Ethics of Identity*⁵. Comme le titre l'indique, ce texte ne traite pas ou guère de RI. R. N. Lebow y développe une réflexion historique très générale sur les dynamiques identitaires à l'heure de la modernité. L'argument central est que la modernité génère à la fois des identités multiples (par la réflexivité qu'elle encourage) et un sens du soi unique (à travers son invitation à se raconter).

National Identities and International Relations est donc le fruit de cette double réflexion sur les soubassements psycho-sociologiques de la politique étrangère d'une part et les dynamiques

identitaires embarquées par la modernité d'autre part. Cette généalogie donne une idée de l'ambition du livre ou, pour le dire autrement, de la généralité du propos. Concrètement, le livre ne s'adosse pas à une recherche empirique originale. R. N. Lebow développe une thèse et s'efforce de l'illustrer à partir d'exemples historiques et contemporains.

Selon R. N. Lebow, les constructivistes ont raison de vouloir comprendre le poids des dynamiques identitaires dans les relations internationales. Il souligne toutefois qu'il n'existe pas, à proprement parler, d'identité de politique étrangère mais, plutôt, des phénomènes d'« identifications ». La différence entre les termes « identité » et « identifications » porte sur deux points : le pluriel et le suffixe d'« identifications ». Le pluriel invite à relever, avec George Herbert Mead, que le soi est toujours « multiple », autrement dit qu'il existe toujours un débat sur la réponse à la question : « Qui suis je ? »⁶ Le suffixe d'« identifications » nous rappelle que les représentations de soi et de l'autre sont des constructions sociales et historiques en perpétuelle mutation. Pour reprendre les termes de l'auteur, « les identifications nationales sont multiples. Leur importance relative augmente ou diminue en fonction du contexte, des priorités et des compétences des acteurs qui les propagent » (p. 180).

Le livre est parsemé d'exemples historiques qui illustrent cette thèse. Par exemple, R. N. Lebow montre que la « culture de la retenue » endossée par les leaders de la RFA depuis 1949 est une construction sociale qui fait l'objet de débats au même titre que toutes les identifications. De même, l'exceptionnalisme étatsunien ne constitue pas une identité de politique étrangère univoque et immuable. Si le signifiant possède une certaine solidité inscrite dans le temps long de l'histoire, les interprétations de l'« exceptionnalisme » varient en fonction des

1. Richard Ned Lebow, *A Cultural Theory of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
2. Richard Ned Lebow, *Why Nations Fight. The Past and Future of War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
3. Jacques E. C. Hymans, « The Arrival of Psychological Constructivism : Symposium on "A Cultural Theory of International Relations" », *International Theory*, 2-3, 2010, p. 461-467.
4. Cf., en particulier : Hans J. Morgenthau, Kenneth W. Thompson, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*, New York, Knopf, 1985.
5. Richard N. Lebow, *The Politics and Ethics of Identity. In Search of Ourselves*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
6. George Herbert Mead, *Mind, Self and Society from the Standpoint of a Social Behaviorist*, Chicago, Chicago University Press, 1934.

groupes et des époques. Sous la présidence de George W. Bush, par exemple, le terme fut successivement convoqué pour justifier une politique isolationniste puis, après le 11 septembre 2001, une politique ultra-interventionniste.

R. N. Lebow parachève sa critique de la notion d'identité de politique étrangère en rejetant son soubassement théorique : le dualisme idée/action. Par exemple, le trope de la « relation spéciale » anglo-étasunienne n'est pas seulement une matrice identitaire qui oriente la politique étrangère britannique dans un sens particulier. C'est aussi un mythe construit par Churchill, MacMillan et d'autres Premiers ministres britanniques dans un contexte particulier : l'alignement forcé des pays de l'Europe occidentale sur la politique étrangère des États-Unis dans le contexte de la guerre froide¹. En d'autres termes, le trope de la « relation spéciale » n'est pas seulement une idée qui informe l'action. C'est aussi un discours produit de manière instrumentale dans un contexte particulier. Pour R. N. Lebow, la notion d'« identification » rend compte de cette tension entre les idées et l'action : « La flèche de l'influence pointe dans les deux directions : les auto-identifications contribuent à façonner les comportements et les comportements contribuent à façonner les auto-identifications » (p. 3).

Ce livre intéressera, d'abord et surtout, les théoriciens des RI. En effet, c'est avec eux que R. N. Lebow dialogue quand il discute l'intérêt de la notion d'identité de politique étrangère. C'est également eux qu'il critique, vertement, quand il explique que les « constructivistes » conceptualisent l'identité de la même manière que les réalistes appréhendent le pouvoir, c'est-à-dire comme une entité homogène et déshistoricisée (p. 184).

Comme tous les positionnements polémiques « massue », celui-ci est à la fois stimulant et critiquable. Il est stimulant dans la mesure où il

pointe une faiblesse d'une partie de la littérature constructiviste en RI. Plus précisément, R. N. Lebow a sans doute raison d'épingler quelques études sur les identités de politique étrangère, notamment celles qui adossent leurs réflexions à la curieuse notion de « sécurité ontologique »².

Cependant, on pourrait objecter à R. N. Lebow qu'il semble dialoguer et polémiquer avec un fantôme quand il suggère que « les constructivistes » – sous-entendu « tous les constructivistes » – adossent leur réflexion à une conception homogénéisante et déshistoricisée de l'identité. Il y a une quinzaine d'année, plusieurs auteurs ont diagnostiqué un « tournant pragmatique » (ou pragmatiste) dans la (sous)-discipline des RI. Depuis, ces auteurs avancent deux idées qui constituent le noyau dur de la thèse de R. N. Lebow, à savoir : 1/ que les identifications sont toujours multiples ; 2/ que les idées prennent corps et sens dans des contextes pratiques. R. N. Lebow cite quelques partisans de ce courant de recherche – notamment F. Kratochwil – sans pour autant leur faire crédit des thèses qu'il met lui-même en avant³.

Dès lors, l'intérêt du livre de R. N. Lebow réside peut-être moins dans l'argument central qu'il met en avant que dans une série de réflexions annexes où l'auteur formule, comme souvent, des propositions stimulantes et heuristiques. Dans le chapitre trois, R. N. Lebow s'intéresse par exemple à une question importante : peut-on utiliser les outils théoriques de niveau micro pour rendre compte de phénomènes macrosociologiques ? Cette question a fait l'objet de multiples déclinaisons : a-t-on le droit de s'appuyer sur Freud pour décrire les phénomènes de « mémoire collective »⁴ ? peut-on dire que les institutions ont une pensée⁵ ? quelle simplification opérons-nous quand nous conférons à l'État une capacité d'agir ? etc.

1. John Baylis, *Anglo-American Defense Relations, 1939-1984. The Special Relationship*, Londres, Macmillan, 1984.
2. Jennifer Mintzen, « Ontological Security in World Politics : State Identity and the Security Dilemma », *European Journal of International Relations*, 12 (3), 2006, p. 341-370 ; Brent J. Steele, « Ontological Security and the Power of Self-Identity : British Neutrality and the American Civil War », *Review of International Studies*, 31 (3), 2005, p. 519-540.
3. Friedrich V. Kratochwil, « Of False Promises and Good Bets : A Plea for a Pragmatic Approach to Theory Building (Tartu Lecture) », *Journal of International Relations and Development*, 10, 2007, p. 1-15.
4. Marie-Claire Lavabre, « Du poids et du choix du passé : lecture critique du "Syndrome de Vichy" », dans Michael Pollak, Denis Peschanski, Henry Rousso (dir.), *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 243-278.
5. Mary Douglas, *Comment pensent les institutions ?*, Paris, La Découverte, 1999.

R. N. Lebow assume une représentation fractale du monde où les mécanismes se reproduisent, d'une certaine manière, à toutes les échelles. Mais contrairement à de nombreux auteurs, il fait preuve de réflexivité par rapport à l'écueil de l'anthropomorphisation de l'État et des autres entités collectives. Reprenant une image de George Herbert Mead, il relève que tous ces acteurs – collectifs ou individuels – ont un « moi », mais que seul l'individu possède un « je » (p. 7)¹. Par conséquent, seuls les individus peuvent faire preuve de réflexivité par rapport aux identifications existantes et, par conséquent, initier un changement. Au niveau des relations internationales, ce phénomène génère une inertie des constructions identitaires quand les « je » des acteurs s'annulent et des innovations quand un « je » prend le dessus sur les autres. On pourrait donner, à la place de R. N. Lebow, l'exemple du retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958. Le « général » a promu une nouvelle orientation de politique étrangère dont les points cardinaux sont (ou étaient) l'autonomie vis-à-vis des États-Unis et l'ambition hégémonique en Europe. Ce faisant, il a contribué à construire un rôle social (un « moi ») que les diplomates français ont endossé pendant des décennies².

Enfin, *National Identities and International Relations* intéressera les chercheurs et chercheuses qui s'interrogent sur le potentiel critique du courant constructiviste en relations internationales en général et de l'œuvre de R. N. Lebow en particulier³. Concrètement, l'ouvrage nous renseigne-t-il sur les rapports de pouvoir qui traversent les RI ? Nous aide-t-il, par ailleurs, à penser le dépassement de ceux-ci⁴ ?

On est d'abord tenté de répondre positivement à cette double question. En effet, R. N. Lebow insiste efficacement sur le caractère « hiérarchique » de l'espace international en liant ce diagnostic à une sociologie des rôles sociaux. Par exemple, il remarque que les statuts de « grande puissance » ou de « puissance

émergente » ne sont pas seulement le reflet de rapports de forces matériels. Ce sont aussi des rôles sociaux que les acteurs de la politique étrangère endossent, ou non, en fonction de leurs identifications du moment. Par ailleurs, sa théorie sur le caractère essentialisant de la notion d'identité invite incontestablement à penser le changement historique, donc la dissolution ou la subversion des rapports de pouvoir.

Cependant, R. N. Lebow semble saper le potentiel critique de son travail en recyclant ce qui s'apparente, parfois, à une philosophie optimiste de l'histoire. En effet, R. N. Lebow développe un argument qu'il avançait déjà dans *The Politics and Ethics of Identity* : l'idée tocquevillienne⁵ d'une montée en puissance du « principe d'égalité ». Il suggère que la modernité produit au niveau des relations internationales ce qu'elle a – ou aurait – produit au niveau des individus : un élargissement de l'espace des identifications possibles. Concrètement, la société internationale valoriserait désormais une pluralité de statuts sociaux déconnectés de la traditionnelle politique de force : la neutralité (cas de la Suisse), la puissance économique (cas des pays dits « émergents »), l'exemplarité en matière de travail sur le passé (cas de l'Allemagne), etc. Ce phénomène contribuerait à pacifier les relations internationales : « plus il y aura de manières différentes d'obtenir un statut, plus il y aura d'États qui en obtiendront un et moins il y aura de conflits internationaux » (p. 209).

Si l'on est tenté de suivre l'auteur sur l'idée que l'élargissement du panel des identifications possibles peut constituer un facteur de pacification à toutes les échelles, on peut s'interroger sur la prémisse : ce panel des identifications possibles s'est-il véritablement élargi ? Les nouveaux statuts évoqués par l'auteur (neutralité, puissance économique, exemplarité en matière de travail sur le passé, etc.) relèvent d'une *Weltanschauung* libérale. Or il n'est pas certain que cette vision du monde soit beaucoup plus inclusive que d'autres.

1. G. H. Mead, *Mind, Self and Society...*, *op. cit.*

2. Cf., par exemple, Philipp G. Cerny, *The Politics of Grandeur. Ideological Aspects of de Gaulle's Foreign Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980 ; Anand Menon, *France, NATO, and the Limits of Independence, 1981-97. The Politics of Ambivalence*, New York, St. Martin's Press, 1999.

3. Sur le rapport entre le constructivisme et la théorie critique, cf. Thierry Balzacq, *Théories de la sécurité. Les approches critiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 182-189.

4. Nous reprenons ici les deux conceptions de la critique énoncées par R. Cox dans son célèbre article. Cf. Robert W. Cox, « Social Forces, States and World Orders : Beyond International Relations Theory » (1981), dans Robert Keohane (ed.), *Neorealism and its Critiques*, New York, Columbia University Press, 1986, p. 204-254.

5. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* (1835), Paris, Flammarion, 1981.

De nos jours, les États ou les groupes politiques qui ne se reconnaissent pas dans les rôles sociaux valorisés par la « société internationale » se voient rapidement qualifiés d'« états voyous », de « pirates », ou encore de « terroristes », soit des reliquats historiques. Or ces catégorisations ne sont pas, à proprement parler, inclusives et pacificatrices...

Mathias Delori -

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile-Durckheim

– Responsabilité de protéger, souveraineté et interventions dans le système international contemporain¹

La littérature sur les interventions internationales fait souvent état du principe de souveraineté comme étant un obstacle aux interventions internationales, bien qu'aucune base empirique ne soutienne cet argument². Cette affirmation est exagérée d'une part par les « souverainistes »³ qui voudraient croire que la souveraineté absolue – inaltérable et indivisible – exclut toute forme d'intervention, et de l'autre par certains critiquant le principe même de souveraineté afin d'étayer leur propre cause en faveur des interventions humanitaires. Le débat entre ces deux approches est en général présenté en termes très tranchés : choisir entre l'inviolabilité de la souveraineté ou la domination des grandes puissances pour les souverainistes, et pour les autres appuyer les normes éthiques émergentes ou récompenser les tyrans et être complices des pires violations des

droits de l'homme. Les deux discours fixent en fait la souveraineté dans le temps et l'espace, sans tenir compte de la nature fluide du concept et de ses pratiques associées⁴. Ces débats se répercutent dans la littérature sur les interventions internationales. Le plus récent ouvrage de Michael W. Doyle est un bon exemple de ce débat. En s'inspirant de l'essai de John Stuart Mill, *A Few Words on Non-Intervention* (1859), Doyle affirme que les événements en Libye et en Syrie testent l'équilibre précaire entre une norme globale émergente de protection des civils et une norme traditionnelle des États insistant sur le respect d'une souveraineté absolue (p. ix). À travers une relecture contemporaine de l'essai de John Stuart Mill, M. W. Doyle reprend ses principes et arguments pour les confronter aux cas actuels et présenter la thèse d'un rejet d'une politique non interventionniste et d'une défense prudente de la doctrine de responsabilité de protéger. M. W. Doyle est professeur à l'Université de Columbia et a surtout exercé les fonctions d'assistant au secrétaire général des Nations unies et conseiller spécial de Ban Ki-Moon. En cela, l'ouvrage est plus qu'un énième essai de RI sur la question et présente en quelque sorte une réponse d'un *insider* aux défis éthiques posés par les « demandes » d'intervention. Il s'agit d'un des livres les plus aboutis représentant la réponse des « libéraux » aux critiques récentes des interventions internationales, bien résumées dans la littérature critique de la « paix libérale »⁵. L'ouvrage est très bien écrit. Son style didactique s'explique par le fait qu'il est le produit de *lectures* (*Castle lectures*) à l'Université Yale. L'auteur arrive avec succès à naviguer entre le

1. À propos de Michael W. Doyle, *The Question of Intervention. John Stuart Mill & the Responsibility to Protect*, New Haven, Yale University Press, 2015, 288 p. ; Brett R. O'Bannon (ed.), *Reassessing the Responsibility to Protect. Conceptual and Operational Challenges*, Londres, Routledge, 2016, 166 p. ; Louise Wiuff Moe, Markus-Michael Müller (eds), *Reconfiguring Intervention. Complexity, Resilience and the « Local Turn » in Counterinsurgent Warfare*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017, 230 p.

2. Cf. Aidan Hehir, *The Responsibility to Protect. Rhetoric, Reality and the Future of Humanitarian Intervention*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, p. 185 ; Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté*, Paris, Fayard, 1999.

3. Stanley Hoffmann, « Avant-propos de la première édition », dans Gilles Andreani, Pierre Hassner (dir.), *Justifier la guerre ? De l'humanitaire au contre-terrorisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

4. Pour un exemple d'une littérature reconnaissant la complexité de ces questions, cf. Jens Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; Friedrich V. Kratochwil, « Sovereignty as Dominion : Is There a Right to Humanitarian Intervention ? », dans Gene M. Lyons, Michael Mastanduno (dir.), *Beyond Westphalia ?*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1995 ; Nicolas Lemay-Hébert, Nicholas Onuf, Vojin Rakić, « Introduction : Disputing Weberian Semantics », dans Nicolas Lemay-Hébert *et al.* (eds), *Semantics of Statebuilding. Language, Meanings and Sovereignty*, Londres, Routledge, 2014 ; Nicholas Onuf, « Sovereignty : Outline of a Conceptual History », *Alternatives*, 16, 1991, p. 425-446 ; R. B. J. Walker, *Inside/Outside. International Relations as Political Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

5. Pour un résumé de cette littérature, cf. Nicolas Lemay-Hébert, « Critical Debates on Liberal Peacebuilding », *Civil Wars*, 15 (2), 2013, p. 242-252.